

Le désir d'enfant dans le Doubs

2013

12 rue de la Famille – 25000 Besançon



Observatoire de la Famille

Selon le code de l'action sociale et des familles, l'Union Nationale et les Unions Départementales des Associations Familiales ont pour missions légales de représenter et de défendre les intérêts matériels et moraux des familles devant les pouvoirs publics. Elles apportent leur expertise en nommant des représentants des familles dans diverses instances instaurées par l'Etat, le département ou la commune. Pour étayer ses positions, l'UDAF du Doubs s'est dotée en 2005 d'un Observatoire de la famille dont l'un des objectifs est de réaliser chaque année une enquête auprès de la population. Ces études permettent de mieux connaître les besoins des familles et de proposer des mesures argumentées par des données objectives et quantifiées.

Construction de l'étude

En 2009, plus de 14 000 enfants sont nés en Franche-Comté. Près de la moitié est doubienne. Les femmes ont en moyenne 2,01 enfants dans le département. Malgré la « Crise », la natalité ne semble pas fléchir en France, contrairement à d'autres pays comme les Etats-Unis. Aujourd'hui, il n'est pas établi de cause à effet entre natalité et politique familiale. Seuls la natalité et le travail des femmes semblent être corrélés positivement.

Les pays qui les accompagnent le plus à concilier emploi et vie familiale ont une plus forte natalité. Nous avons, à travers cette enquête, cherché à avoir plus d'informations sur la notion de désir d'enfant. Comment les habitants du Doubs se représentent la famille idéale ? Comment passent-ils du désir à la concrétisation ? Les politiques familiales agissent-elles comme des moteurs ou des freins ? Sont-elles suffisantes ?

L'étude est le fruit d'un partenariat UDAF/UNAF/CNAF (Caisse Nationale d'Allocations Familiales). S'intéressant à des ménages ayant déjà des enfants et pouvant en avoir d'autres, 3000 allocataires ayant au moins un enfant à charge et en âge de procréer ont été invités à répondre. 521 réponses nous sont parvenues, toutes ont été intégrées à la base de données. L'échantillon recueilli est représentatif de la population concernée.

Idées à retenir

- L'enfant répond à un désir personnel. Il est le fondement de la famille.
- Stabilité affective et économique sont les pré requis à tout projet d'enfant.
- Le climat social et économique actuel est jugé défavorable au désir d'enfant.
- Les mesures de politiques familiales sont plutôt valorisées dans tout projet d'enfant.
- La moitié des ménages s'est sentie soutenue dans son propre projet par les mesures de politiques familiales

La représentation de l'enfant et du projet parental

La représentation de l'enfant

Conjugalité et parentalité sont aujourd'hui dissociées. La moitié des naissances se fait hors mariage. De fait, pour 8 Doubiens sur 10, l'enfant est associé à l'idée de fonder une famille. Pour 7 sur 10, avoir un enfant est synonyme d'aimer et être aimé. Il répond d'abord à un désir personnel. Peu l'envisagent comme un vecteur de continuité familiale ou sociale. Dans leur grande majorité,

ils ne veulent pas d'un enfant pour transmettre un nom, un patrimoine ou encore participer à la démographie de notre pays. Dans l'imaginaire, l'enfant est d'abord source de lien familial et d'épanouissement personnel.

Les préalables au projet parental

Dans l'idéal, pour devenir parent il faut pouvoir offrir à l'enfant stabilité affective et matérielle. Pour certains, il faut qu'au moins un des deux

parents travaille, pour d'autres, que les deux aient un emploi. Cette différence de jugement est le miroir de la situation actuelle des ménages. 45% des couples composés d'un seul actif jugent qu'il n'est pas indispensable que les deux futurs parents travaillent, contre 22% de ceux dont les deux sont en activité. A l'inverse, ils sont plus sensibles à la question du mariage. Ce cadre doit leur offrir une certaine sécurité matérielle. Mais bien

plus que ce cadre juridique c'est la stabilité du couple que les Doubiens plébiscitent. Dernier élément important, le logement, il doit être adapté à la venue d'un enfant. La question financière est, quant à elle, mineure. Il n'est pas nécessaire d'avoir « assez d'argent ». Néanmoins, les couples qui n'ont pas achevé leur descendance et plus particulièrement ceux qui n'ont qu'un seul enfant aujourd'hui, y sont plus sensibles. En privilégiant la stabilité conjugale et professionnelle au niveau de vie, les Doubiens montrent que pour devenir parents ils ont surtout besoin d'appréhender l'avenir sereinement.

L'âge idéal pour devenir parent

Pour les Doubiens, le sentiment de se sentir prêt paraît être d'une plus grande importance que l'âge. Seule la moitié d'entre eux estime qu'il y a un âge idéal pour débuter un projet parental. S'il existe, pour les femmes, ils le situent entre 25 et 30 ans, moment associé à l'entrée dans la vie active et à des conditions physiologiques

jugées favorables. Pour les hommes, il est plus tardif : 30 ans. Le besoin de stabilité économique est certainement à mettre en cause. Après 30 ans, ils sont davantage installés dans leur vie professionnelle.

Ecart d'âge idéal entre les enfants

La notion de temps a toutefois son importance dans la construction d'un projet parental « idéal ». 64% des Doubiens estiment qu'il existe un écart d'âge parfait entre les enfants d'une même fratrie. Pour la plupart, il est compris entre 2 et 3 ans, quel que soit leur rang. Cet intervalle peut avoir pour fondement le degré d'autonomie du dernier né, le besoin de ne pas cumuler des frais de garde pour deux enfants et le désir de créer un lien affectif supposé fort, entre frères et sœurs. En effet, les parents peuvent avoir, par la réduction des écarts, le sentiment de pouvoir agir sur la qualité du lien fraternel. Ils partent du postulat que les enfants se sentiront plus proches s'ils vivent des expériences communes avec un regard sans effet de génération. La cons-

truction de la famille idéale semble normée dans sa chronologie.

Le nombre idéal d'enfant

Avant l'arrivée du premier enfant, la famille idéale se compose, pour les trois-quarts des Doubiens, de deux ou trois enfants. L'enfant unique est peu souhaité, et rares sont ceux qui l'imaginent sans. Le nombre idéal d'enfants s'établit à 2,5. Il est sensiblement le même qu'en France en 2006. Cet idéal est partagé par la plupart des Doubiens, quelles que soient leurs caractéristiques sociales ou familiales. Par contre, il est intéressant de constater que dans près de la moitié des couples, les conjoints n'ont pas le même rêve. Ces divergences s'observent dès que l'un d'eux imagine une famille composée de trois enfants ou plus. Or, plusieurs études, dont celle des sociologues LE VOYER et DONATI en 2003, montrent que le respect de l'avis du conjoint est un élément majeur dans la limitation du nombre d'enfants.

L'impact de la première naissance sur le nombre idéal d'enfant

L'arrivée du premier enfant conduit un tiers des Doubiens à réviser leur idéal. Un sur dix veut plus d'enfants et deux sur dix en souhaitent moins. Ces réflexions ne sont pas corrélées à des caractéristiques sociales ou familia-

les. Ces changements de points de vue semblent davantage liés à la perception qu'ils ont de l'avenir. 25% des Doubiens qui estiment que le contexte économique n'est pas favorable pour avoir des enfants ont revu

leur propre idéal à la baisse, contre 16% de ceux qui le pensent favorable. Nous ne pouvons aller plus loin dans cette analyse. Aucune question dans l'enquête ne faisait référence à ce changement.

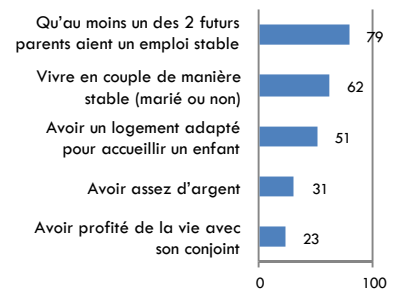
Avancée du projet parental en terme de nombre d'enfant

6 ménages sur 10 ont aujourd'hui un nombre d'enfants équivalent ou supérieur à leurs attentes. 4 sur 10 ont déjà réalisé leurs rêves, et 2 sur 10 en ont plus que prévu. A l'inverse, 4 sur 10 ont moins d'enfants que dans leur idéal. Les 2/3 ne souhaitent pas en avoir d'autres. Ainsi, 2 à 3 Doubiens sur 10 en auront moins que souhaité. Ils justifient ce « choix » de diverses manières. Deux sont davantage soulignés : pour

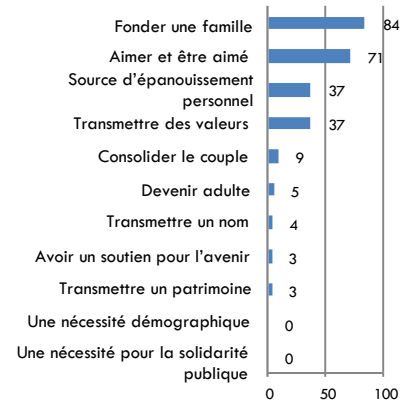
23%, élever un enfant supplémentaire coûterait trop cher. Ayant besoin de l'accueillir dans des conditions matérielles stables, ils préfèrent réviser leur idéal. 13% ont modifié leur choix en fonction de la configuration de leur famille, et de la manière dont ils appréhendent leur rôle de parents et leur vie quotidienne. Certains ménages ont également mis en avant cet argument pour justifier qu'ils avaient au-

jourd'hui, plus d'enfants qu'ils ne l'avaient souhaité avant de devenir parents. 24% l'évoquent. Et puis, 13% indiquent qu'ils voulaient un enfant de sexe différent des précédents, et 14% désiraient sceller une nouvelle union. Cette volonté d'avoir eu plus d'enfants n'est pas corrélée à des facteurs sociaux ou familiaux mais à des représentations de la famille.

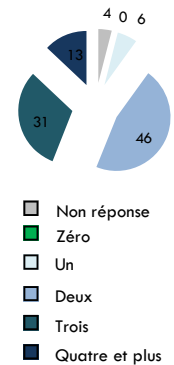
Pré requis pour devenir parent (en%)



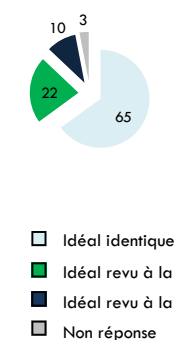
Pour les Doubiens, avoir un enfant, c'est (en%) :



Nombre idéal d'enfants des Doubiens (en%)



Conséquences de l'arrivée du 1^{er} enfant sur le nombre idéal d'enfants (en%)



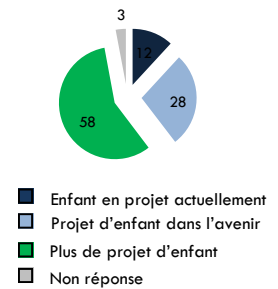
Les enfants en projets

Actuellement, un ménage sur dix dont la femme est en âge de procréer cherche à agrandir sa famille, et trois sur dix souhaitent le faire, mais attendent le « bon moment ». Souvent, ils n'ont qu'un seul enfant. Les Doubiens qui diffèrent leur projet mettent en avant différentes raisons. 35% évoquent une question économique qu'ils traduisent par la nécessité d'augmenter leurs ressources

financières, le besoin de voir améliorer leur situation professionnelle ou celle de leur conjoint. La stabilité matérielle reste un pré-requis à tout projet d'enfant quel que soit son rang. Un quart met en avant l'âge du dernier né. Outre les aspects pratiques de la vie quotidienne, ils attendent probablement l'entrée à l'école pour ne pas cumuler les frais de garde. Et puis, 19% attendent d'être

en accord avec leur partenaire. Par contre, alors qu'il est primordial pour le premier enfant, le logement est ici un élément mineur. Ils adaptent certainement leur habitat en fonction de leur projet global. Enfin, ces arguments ne sont pas tributaires de facteurs sociaux ou démographiques.

Projet d'enfants des Doubiens (en%)



Le calendrier des naissances

Compte tenu des avancées médicales, il est permis aux couples de maîtriser leur descendance et ainsi de planifier la venue d'un enfant. Quel que soit leur rang dans la fratrie, un peu plus de la moitié des enfants est née au moment souhaité. Si tel n'est pas le cas, ils étaient généralement espérés plus tôt.

L'enfant pour lequel le calendrier est le mieux « maîtrisé » est le second. Trois éléments peuvent expliquer ce décalage avec les autres :

- La définition de la famille idéale. Elle est généralement composée d'au moins deux enfants. La négociation au sein du couple est donc moindre.

- Contrairement au premier, il est moins tributaire de la situation professionnelle, financière et résidentielle des futurs parents. Les pré-requis pour devenir parent, stabilité affective et financière sont en principe déjà atteints.

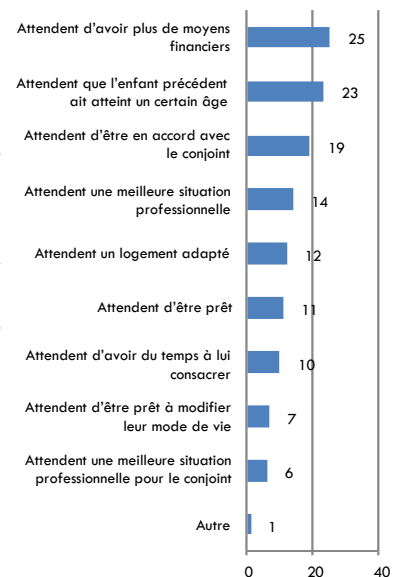
- Enfin, dans les consciences, il y a un écart d'âge idéal entre les enfants.

Les raisons pour lesquelles les enfants sont nés à des moments différents que ceux idéalement choisis sont surtout liées à des aspects biologiques. Lorsqu'ils sont nés plus tard que ne l'espéraient leurs parents, ce sont principalement pour des difficultés liées à la procréation. A l'inverse, s'ils sont nés plus tôt,

ce sont des incidents de contraception qui l'expliquent.

On peut s'interroger sur ces résultats. Aujourd'hui, les ménages qui envisagent poursuivre leur descendance repoussent leur projet pour des raisons économiques alors que ce sont des aspects biologiques qui ont conduit des ménages à avoir des enfants plus tôt ou plus tard que ce qu'ils imaginaient. Y a-t-il un réel changement ? Les ménages appréhendent-ils les choses de la même manière pour les enfants déjà nés ou à naître ?

Raisons pour lesquelles certains Doubiens attendent pour avoir un autre enfant (en%)



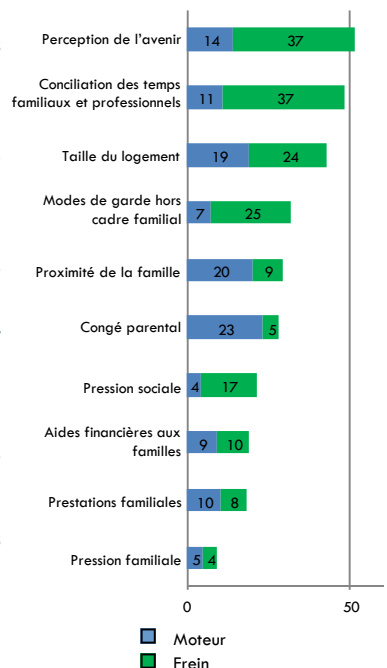
Les freins et les moteurs au projet parental

La relation à l'enfant est complexe. Nous avons cherché à savoir si des éléments extérieurs, tels que les politiques familiales, le regard de la société ou de la famille, avaient une incidence sur la détermination du nombre d'enfants et le moment choisi pour en avoir. Globalement, les Doubiens indiquent qu'ils en ont peu. Toutefois, s'ils en ont une, elle est plutôt définie comme un frein. Aujourd'hui, les taux de fécondité les plus élevés sont enregistrés dans les pays occidentaux où les mères participent en plus grand nombre au marché du travail. De fait, la question de l'emploi est celle qui pose le plus de difficultés. La per-

ception que les Doubiens ont de l'avenir, de leur sécurité professionnelle conjugée à l'effort d'organisation dont ils doivent faire preuve pour gérer vie familiale et professionnelle, sont parfois des obstacles à surmonter pour réaliser leur désir d'enfant. 1 sur 3 dit avoir été freiné dans son projet en terme de nombre, pour ces raisons. D'ailleurs, les éléments qui à l'inverse jouent un rôle positif sont : le congé parental et la proximité de la famille. Les facteurs qu'ils identifient comme des leviers ou des freins ont pour point commun l'emploi et la conciliation des temps. Les aides financières, la pression sociale et familia-

le ne sont pas caractérisées ainsi. Selon l'enquête, pour devenir parent, il faut avoir acquis une stabilité professionnelle. Un projet d'enfant ne dépend donc pas directement des aides financières. Quant aux différentes pressions extérieures, même si l'on sait par ailleurs que les facteurs psycho-sociaux sont déterminants dans la réflexion, il est peut être trop abrupt pour les ménages de dire qu'elles ont joué un rôle. Les différents paramètres qui ont eu une incidence sur la concrétisation des projets d'enfant ont souvent agi à la fois sur leur nombre et le calendrier des naissances.

Éléments qui ont agi sur le nombre d'enfants (en%)



L'impact du climat social et économique sur la natalité

A en juger de l'opinion des habitants du Doubs, le contexte socio-économique global est plutôt défavorable à tout projet d'enfant. Les trois quart jugent qu'il est dommageable à la famille. D'ailleurs, six sur dix estiment qu'il sera plus difficile dans les années à venir, d'élever un enfant. Ce pessimisme est général. Quelles que soient leurs caractéristiques sociales ou familiales, les ménages

partagent ce point de vue. Les Doubiens qui ont déjà concrétisé leur idéal de famille ne sont pas moins sévères. Nous leur avons demandé de justifier leur opinion à travers une question ouverte. Nombreux ont été les commentaires ayant pour thème le manque de confiance dans le marché de l'emploi et le pouvoir d'achat en berne. Dans une moindre mesure, d'autres ont évoqué le manque de

soutien aux familles et la peur de ne pas offrir un bel avenir à leurs enfants. Toutefois, un quart des ménages pense à l'inverse, que le contexte actuel est favorable. Peu nombreux sont les arguments avancés pour étayer leur analyse. Mais les aides financières faites aux familles sont ceux qui reviennent le plus fréquemment.

L'impact des mesures de politique familiale sur la natalité

Si le climat général n'est pas propice à la natalité, tel n'est pas le cas de la politique familiale. Les deux tiers des habitants du Doubs pensent qu'elle influence les couples à avoir des enfants. Cette opinion ne varie pas selon leurs caractéristiques sociales ou familiales. Par contre, ce sentiment est fortement corrélié à la manière dont ils ont eux-mêmes perçu l'accompagnement dont ils ont bénéficié. Globalement, ceux qui se sont sentis soutenus par l'Etat, jugent les politiques publiques favorables au désir d'enfant.

Par contre, les Doubiens semblent plus nuancés au sujet de leur impact sur le nombre d'enfants. Une petite moitié seulement, pense qu'elles permettent aux familles d'avoir le nombre d'enfants qu'elle désire. Là encore, ceux de cet avis jugent favorablement l'aide qu'ils ont reçu pour leur propre famille.

Globalement, 6 ménages sur 10 ont le sentiment d'avoir été soutenus dans leur projet de famille. Les caractéristiques sociales et familiales ne semblent pas avoir d'inciden-

ce. Par contre, ceux qui estiment avoir bénéficié d'un accompagnement, ont pour point commun d'avoir considéré les politiques publiques, la pression sociale ou familiale, la conciliation des temps familiaux et professionnels ni comme des freins, ni comme des moteurs à leur propre projet parental. N'ayant aucun impact sur leur choix, les politiques publiques sont donc observées de manière positive.

Politique familiale : opinion des ménages

En France, la politique familiale a la caractéristique de conjuguer aides financières et aides en termes d'équipements. Cette complémentarité semble répondre aux besoins de la population dans la mesure où les ménages estiment pour moitié, que les efforts doivent aujourd'hui porter sur les aides financières et pour l'autre moitié sur les « aides en nature ». Néanmoins, ce positionnement n'est pas homogène. Les familles composées d'un ou deux enfants, celles qui ont le sentiment d'avoir été soutenues dans leur projet ou qui ne souhaitent pas avoir d'autres enfants, se prononcent plutôt en faveur du développement des équipements. A l'inverse, les plus nombreuses,

celles qui n'ont pas achevé leur descendance ou encore, qui estiment que la politique familiale ne permet pas d'avoir le nombre d'enfants désirés, plébiscitent l'augmentation des aides financières. Cette préférence est à mettre en perspective avec la principale raison qui pousse les Doubiens à repousser leur projet d'enfant, voire de l'abandonner. Beaucoup attendent de meilleures conditions économiques et financières. Pour conclure, nous leur avons demandé de proposer des mesures que les pouvoirs publics pourraient mettre en place pour aider les familles à concrétiser leur désir d'enfant. La question étant ouverte, de nombreuses idées ont été émises. Il est difficile de

leur donner une valeur statistique.

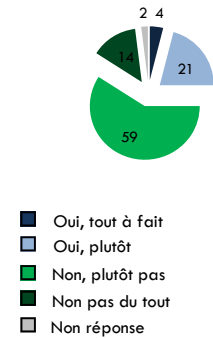
Voici quelques pistes émises :
- Création d'un salaire pour les mères au foyer

- Développer le nombre de place en crèche, l'accueil périscolaire, l'aide à la recherche de modes de garde, l'accueil des enfants dont les parents ont des horaires atypiques, les crèches d'entreprises, les aides fiscales pour le recours à des modes de garde, le financement de la garde des enfants de plus de 6 ans.

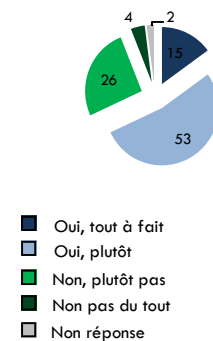
- Augmenter la durée et l'indemnité du congé parental

- Aider à la conciliation des temps familiaux et professionnels...

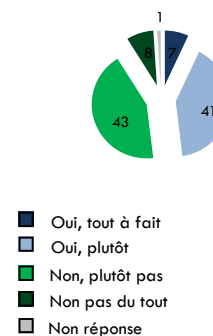
Le contexte socio-économique est-il favorable pour avoir des enfants ? Avis des Doubiens (en %)



Les mesures de politique familiale influencent-elles les décisions des familles à avoir des enfants ? Avis des Doubiens (en %)



Les mesures de politique familiale permettent-elles aux familles d'avoir le nombre d'enfants désirés ?



Les Doubiens se sont-ils sentis soutenus par les politiques familiales ? (en %)

